



Notre Jeûne fédéral

Pétition pour la souveraineté alimentaire

Notre Jeûne Fédéral a réuni 1962 signatures

Notre Jeûne Fédéral a transmis aux conseillères fédérales Micheline Calmy-Rey et Doris Leuthard la pétition lancée l'automne passée pour la souveraineté alimentaire. Au total, ce sont 1962 personnes qui ont signé cette pétition, dont 1212 lors des différentes réunions et manifestations organisées par NJF ou ses partenaires. Sur le site Internet de NJF, elle a été signée en ligne par 750 personnes. Cette pétition demande aux conseillères fédérales de tout mettre en œuvre, dans les organismes internationaux auxquels la Suisse participe, pour que les agriculteurs des pays en développement et la souveraineté alimentaire soit au centre des préoccupations.

Bien que ses moyens soient modestes et que son but soit avant tout la récolte de fonds pour des projets d'actions dans les pays en développement, Notre Jeûne Fédéral ne pouvait pas rester indifférent aux nouvelles famines que provoque la spéculation sur les biens alimentaires au niveau international.

En même temps que son action 2008, la section neuchâteloise de Notre Jeûne Fédéral (en collaboration avec les autres comités romands et avec le soutien de partenaires locaux) a lancé une pétition « pour la souveraineté alimentaire ». Le résultat correspond aux moyens engagés : 1962 personnes ont signé la pétition (dont 750 personnes sur le site www.njf.ch, souvent depuis l'étranger et principalement la France). Les signatures manuscrites proviennent pour une grande part du canton de Neuchâtel, puis des cantons de Vaud et de Genève où existent des comités Notre Jeûne Fédéral.

Les signatures ont été envoyées aux deux conseillères fédérales cheffes des départements des Affaires étrangères et de l'Economie, toutes deux représentant la Suisse dans les organismes internationaux ayant une influence certaine sur la spéculation qui touche des biens alimentaires.

Cette pétition demande que s'étende la réflexion sur la notion de souveraineté alimentaire. Il n'est pas normal que la nourriture soit traitée comme n'importe quelle marchandises. Les pays en développement ne doivent pas être forcés, par le jeu du commerce mondial et des subventions étatiques, d'exporter leurs aliments de base au lieu de pouvoir encourager leurs populations à les produire pour elles-mêmes. (com)

Renseignements supplémentaires : Isabelle Ott-Bächler, présidente de NJF-NE ou Rémy Gogniat, vice-président (079 401 30 44).